

REFUSONS L'AUSTERITE, MOBILISONS-NOUS

Le gouvernement mène sans relâche une politique sociale régressive, que ce soit dans le privé ou pour la Fonction Publique. Alors que les besoins sont urgents et vitaux, les suppressions de postes vont bon train dans tous les secteurs de la Fonction Publique en Mayenne comme partout en France : fermetures de lits, de classes, de services, suppressions d'emplois...

A cela s'ajoutent les remises en cause de conquêtes sociales en matière de temps de travail et la mise en œuvre de restructurations mortifères pour la Fonction Publique et pour l'exercice des missions publiques à l'image du projet de Loi 4D qui va entraîner des inégalités sans précédent dans une logique territoriale contraire à l'intérêt des agents comme des usagers. Cette loi 4D est le symbole d'un nouveau désengagement de l'État de droit.

Nos organisations refusent la précarisation galopante des emplois dans la fonction publique avec la généralisation du recours aux contrats.

Des années d'austérité salariale et de gel de la valeur du point ont conduit aux résultats catastrophiques aujourd'hui reconnus par l'ensemble des fonctionnaires. Les qualifications sont bradées, les carrières sont étriquées, le traitement minimum court après le SMIC, la précarité progresse et une proportion importante et sans cesse grandissante de personnels sombre dans la pauvreté.

Il y a urgence à revoir la politique salariale dans la Fonction Publique, à redonner de la valeur à l'emploi public, en commençant par améliorer les traitements et salaires par des mesures générales en revalorisant la valeur du point d'indice et en améliorant la grille indiciaire des 3 catégories (C, B et A) dans tous les versants.

La nouvelle participation de l'employeur public pour la protection complémentaire ne peut pas être la seule réponse du Gouvernement à la perte continue du pouvoir d'achat des fonctionnaires et agents publics, et ce encore moins avec un tel montant de participation (participation dérisoire de 15 euros). D'autant plus que les ministères vont devoir trouver le financement dans leur budget interne, réduisant d'autant des mesures en faveur des rémunérations. Pire, à ce stade, rien n'est prévu pour le versant territorial et hospitalier !

Nous n'oublions pas l'impact du pouvoir d'achat en berne et des maigres salaires sur les futures retraites toujours plus faibles. Nos organisations rappellent leur farouche opposition à toute remise en selle de la réforme des retraites et restent mobilisées pour le mettre à nouveau en échec.

Nos organisations revendiquent :

- **Des créations d'emplois statutaires dans tous les secteurs qui en ont besoin**
- **L'arrêt des fermetures de postes**
- **Le dégel de la valeur du point et des augmentations substantielles des traitements et des pensions notamment par une revalorisation des grilles indiciaires**
- **L'abrogation de la loi Dussopt, dit de transformation de la Fonction Publique**
- **L'amélioration des conditions de travail et le maintien des CHSCT**
- **L'arrêt des démantèlements des services et, a contrario, des réformes visant tout à la fois à améliorer la qualité du service public rendu et les conditions de travail**

ENSEMBLE

**PREPARONS LA MOBILISATION
POUR DEFENDRE LE SERVICE PUBLIC
POUR OBTENIR SATISFACTION SUR LES
REVENDEICATIONS**